vinetur

Le chiffre d’affaires des restaurants traditionnels français a reculé de 9,7 % au troisième trimestre

Les données présentées à Dunkerque font état d’un ralentissement dans les bars, la restauration rapide et l’hôtellerie

mardi 24 novembre 2026



Le chiffre d’affaires moyen par entreprise des restaurants traditionnels français a reculé de 9,7 % au troisième trimestre 2026 par rapport à un an plus tôt. Selon les données du secteur, cette baisse s’inscrit dans un ralentissement plus général qui touche une grande partie de l’hôtellerie-restauration dans le pays.

Les chiffres, présentés par l’organisation professionnelle française de l’hôtellerie-restauration UMIH lors de son congrès annuel à Dunkerque, montrent que le repli dépasse les restaurants traditionnels. Selon les données de l’Observatoire économique citées lors de l’événement, le chiffre d’affaires moyen par entreprise des bars a diminué de 9,3 % sur un an entre juillet et septembre, tandis que celui de la restauration rapide a baissé de 7,7 %. L’hôtellerie a enregistré un recul plus limité, de 4,6 %, et les services de traiteur ont diminué de 2,8 %.

Le congrès s’est ouvert le lundi 23 novembre et se poursuit jusqu’au mercredi 25 novembre. L’UMIH entend y préciser ses revendications politiques avant l’élection présidentielle française. Les chiffres d’affaires ont donné à la rencontre un ton plus pressant, le groupement estimant que les conditions d’activité se dégradent dans plusieurs segments du marché de l’hôtellerie-restauration.

Les données proviennent de l’Observatoire économique de la restauration, qui s’appuie sur le baromètre Image PME de l’Ordre des experts-comptables et la base de données Statexpert. La source indique que les cinq échantillons d’entreprises couvrent 48 402 observations et mesurent l’évolution du chiffre d’affaires moyen par entreprise à périmètre constant au troisième trimestre 2026 par rapport au troisième trimestre 2025.

Pour les professionnels de l’hôtellerie-restauration, le principal enseignement est que la faiblesse de l’activité ne se limite pas à un seul créneau. Selon l’UMIH, les restaurants traditionnels, la restauration rapide et les bars ont tous enregistré des baisses dans le pays, les restaurants traditionnels affichant le recul le plus marqué parmi les principaux segments suivis. Les hôtels et les traiteurs ont été moins touchés dans l’ensemble, mais l’impact varie selon les régions, certaines affichant encore une amélioration.

Les responsables de l’UMIH ont indiqué que la pression sur les restaurants traditionnels, la restauration rapide et les bars s’était accentuée depuis le début de 2026. Le rapport fait également état d’écarts importants entre régions et départements, signe d’un ralentissement généralisé, mais inégal.

Dans la restauration rapide, la région Grand Est a enregistré le recul le plus faible, à 1,1 %, tandis que l’Occitanie a connu la baisse régionale la plus importante, à 10,8 %, selon les chiffres présentés au congrès. À l’échelle départementale, les écarts étaient bien plus marqués : la Nièvre a reculé de 32,7 %, tandis que le Haut-Rhin a progressé de 27 %.

Les restaurants traditionnels ont également affiché de fortes disparités géographiques, quoique dans une moindre mesure. L’Île-de-France a enregistré le recul régional le plus important, à 13,4 %, tandis que la Normandie a connu la baisse la plus modérée, à 5,8 %. À l’échelle départementale, 93 des 98 territoires étaient en recul, selon les données, avec une baisse de 19,8 % en Seine-Saint-Denis et une hausse de 8,7 % dans la Vienne.

Le recul plus limité de l’hôtellerie s’accompagne de signes de prudence au sein du secteur. Le président de l’UMIH, Franck Chaumès, a indiqué que des délégués de la région Grand Est avaient signalé un ralentissement notable des réservations à Strasbourg à l’approche des marchés de Noël. Il a également fait part des inquiétudes du groupement face au manque de réservations de dernière minute, qui contribuent habituellement à compenser une demande plus faible.

Ces propos reflètent une inquiétude plus générale au sein du secteur : le ralentissement des ventes commence à peser sur la confiance des entreprises, leurs projets de recrutement et leurs décisions d’investissement. Lors du congrès, l’UMIH s’est appuyée sur les chiffres d’affaires pour défendre l’idée que les entreprises de l’hôtellerie-restauration ont besoin de conditions d’exploitation plus prévisibles et de coûts liés à la main-d’œuvre moins élevés pour résister à une période prolongée de demande atone.

Le groupement a indiqué qu'il comptait défendre quatre priorités auprès des candidats à l'élection présidentielle : augmenter le salaire net des salariés sans alourdir la charge fiscale des entreprises, faciliter les transmissions d'entreprises et les investissements, lutter plus fermement contre ce qu'il considère comme une concurrence déloyale dans l'hébergement et la restauration, et donner davantage de visibilité aux entreprises pour leurs décisions de recrutement et d'investissement.

Valentin Prudon, vice-président confédéral de l'UMIH, a déclaré lors du congrès que le secteur souhaitait réduire l'écart entre salaires bruts et nets. Il a fait valoir que le pouvoir d'achat des consommateurs concerne aussi directement les restaurants et les hôtels, puisque les ménages sont leurs futurs clients.

L'UMIH a également profité de la rencontre de Dunkerque pour souligner le poids du secteur dans l'économie nationale. Valentin Prudon a indiqué que les cafés, hôtels, restaurants et activités touristiques connexes représentaient 4,5 % du produit intérieur brut français et 40 % des recettes touristiques nationales.

Le congrès marquait la 74e rencontre annuelle de l'UMIH et les 80 ans de l'organisation. Outre des ateliers consacrés aux politiques publiques et des tables rondes, l'événement entendait afficher l'unité du secteur dans une période d'activité moins soutenue. Mais les données du troisième trimestre ont mis en lumière un problème plus immédiat : le recul persistant du chiffre d'affaires dans des segments clés de l'hôtellerie-restauration, les restaurants traditionnels affichant la baisse moyenne la plus forte, tandis que les bars et les chaînes de restauration rapide sont également sous pression.

Les chiffres mesurant le chiffre d'affaires moyen par entreprise à périmètre constant, ils visent à rendre compte de l'activité sous-jacente plutôt que des évolutions liées à l'ajout ou au retrait d'entreprises dans l'échantillon. Les baisses du troisième trimestre sont donc particulièrement importantes pour les professionnels de la restauration et de l'hôtellerie qui cherchent à évaluer les tendances de la demande à l'approche des dernières semaines de l'année.

Les chiffres présentés à Dunkerque ne témoignent pas d’une situation uniforme dans toute la France, et certains territoires ont encore enregistré des hausses. Malgré cela, la tendance générale décrite par l’Observatoire est celle d’un recul dans une grande partie du marché, en particulier dans la restauration, alors que les représentants du secteur cherchent à peser sur le débat politique avant que la campagne présidentielle ne s’intensifie.